

À propos du nouvel ordre économique international

Gordon Mace

Volume 13, numéro 2, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701355ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701355ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Mace, G. (1982). À propos du nouvel ordre économique international. *Études internationales*, 13(2), 365–372. <https://doi.org/10.7202/701355ar>

LIVRES

1. ÉTUDE BIBLIOGRAPHIQUE

À PROPOS DU NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL*

Gordon MACE**

Selon Robert Cox, il serait possible de regrouper en cinq courants idéologiques les auteurs qui ont pris position à propos du nouvel ordre économique international (NOEI) ou qui ont publié des analyses sur le sujet.¹

Cox caractérise les cinq courants de la façon suivante: « perspective establishment », « variante social-démocrate », « forum du Tiers Monde », « courant néo-mercantiliste » et « tenants du matérialisme historique ». Chacun de ces courants regroupe des auteurs qui bien évidemment ne partagent pas un cadre théorique et idéologique uniforme et absolument identique. Du premier au cinquième courant, l'on peut cependant noter une trajectoire qui va, *grosso modo*, d'un appui aux positions manifestées par les élites politiques et économiques des pays occidentaux du Centre, dans le cadre du NOEI, à une opposition et à une remise en question de ce NOEI en fonction d'une transformation globale de l'ensemble du système d'économie-monde comme seule solution possible à l'inégalité des rapports actuels entre le Centre et la Périphérie.

* LASZLO, Ervin *et al.*, *The Objectives of the New International Economic Order*, New York, Pergamon Press, Coll. Pergamon Policy Studies, Second Printing 1979, 257 p.

LASZLO, Ervin *et al.*, *The Obstacles to the New International Economic Order*, New York, Pergamon Press, 1980, 147 p.

LASZLO, Ervin et Joel KURTZMAN; Eds., *The Structure of the World Economy and Prospects for a New International Economic Order*, New York, Pergamon Press, 1980, 117 p.

HAQ, Khadija, Ed., *Dialogue for a New Order*, New York, Pergamon Press, 1980, 312 p.

LASZLO, Ervin et Joel KURTZMAN, Eds., *Eastern Europe and the New International Economic Order*, New York, Pergamon Press, 1980, 107 p.

LONG, Frank, Ed., *The Political Economy of EEC Relations with Africa, Caribbean and Pacific States*, Oxford, Pergamon Press, 1980, 193 p.

DUNCAN, W. Raymond, Ed., *Soviet Policy in the Third World*, New York, Pergamon Press, 1980, 322 p.

LOZOYA, Jorge et Jaime ESTEVEZ, Eds., *Latin America and the New International Economic Order*, New York, Pergamon Press, 1980, 93 p.

** Professeur au Département de science politique de l'Université Laval.

1. Robert W., COX; « Idéologies and the New International Economic Order: Reflections on some Recent Literature », *International Organization*, 33, 2, Spring 1979, pp. 257-302.

À part quelques exceptions, les textes qui font l'objet de cette étude bibliographique n'entrent pas facilement dans la typologie ébauchée par Cox. Ils résultent en effet d'un projet conjoint de l'UNITAR et du CEESTEM (Centro de Estudios Economicos y Sociales del Tercer Mundo, Mexico) visant à fournir une sorte d'état de la question concernant le NOEI à la veille de l'Assemblée Générale des Nations Unies de 1980 qui devait porter sur le sujet.

Il s'agit donc d'ouvrages dans l'ensemble descriptifs et qui ne cherchent pas à proposer une interprétation globale ou une analyse détaillée du succès ou de l'échec des efforts réalisés en vue de l'établissement du NOEI. Cependant, toute description, si on la lit avec attention, contient généralement en elle-même les éléments menant à l'interprétation ou au jugement global.

Ces textes ne font pas exception et c'est dans cette perspective qu'il paraît intéressant de les traiter ici. Dans l'exercice qui suit, nous aborderons donc les ouvrages retenus selon un développement en cinq étapes: les objectifs, le comportement, les résultats, les obstacles et les perspectives d'avenir du NOEI. L'ensemble devrait permettre d'apprécier et de replacer dans leur contexte les gestes posés depuis plus d'une décennie dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler le « dialogue Nord-Sud ».

I - Les objectifs

Dans l'introduction à l'un des ouvrages cités précédemment², Ervin Laszlo isole trois facteurs historiques qui, d'après lui, seraient à l'origine de la formulation de demandes de plus en plus pressantes en faveur de l'établissement d'un NOEI. Les deux premiers facteurs sont le résultat immédiat de ce qu'il appelle le nouveau climat socio-politique de l'après-guerre. C'est ce climat qui explique l'apparition d'une fournée de nouveaux États de 1945 à aujourd'hui et, dans le sillon de ces indépendances politiques, de la matérialisation des attentes des populations de ces nouveaux pays concernant leur mieux-être sociétal.

Ces deux premiers facteurs historiques, perceptibles dès la fin des années 1940, ont amorcé une dynamique qui a débouché sur des manifestations concrètes dont les plus importantes ont été la réunion de Bandoung de 1955, la mise en place du mouvement des pays non alignés en 1961 et la création de la CNUCED en 1963.

Ces événements, à leur tour, ont ajouté à la dynamique et ont abouti à l'apparition du troisième facteur historique qu'a été la prise de conscience du pouvoir politique et économique des pays du Tiers-Monde, concrétisée par l'embargo pétrolier de 1973 et le quadruplement subséquent du prix des hydrocarbures.

C'est ce contexte qui, de l'avis de Laszlo³, est à l'origine de la Déclaration de Lusaka de 1970 et surtout du Programme d'action adopté par les ministres des Affaires Étrangères des pays non alignés lors de leur réunion d'Alger de 1972. L'un et l'autre document, mais le deuxième surtout, contenaient l'essentiel de ce qu'on allait retrouver par la suite dans la Déclaration et le Programme d'Action en faveur d'un NOEI adoptés par la 6^e Session spéciale des Nations Unies de 1974.

C'est à ce moment qu'apparaît véritablement le débat sur la place publique onusienne. Les demandes formulées alors par les gouvernements des pays du Tiers-Monde portent sur environ 25 sujets que l'on peut regrouper en six grands domaines.

2. Voir LASZLO *et al.*, *The Objectives of the New International Economic Order*, *op. cit.*, p. XVII et sv.

3. *Ibid.*, p. XIX.

Les grandes questions discutées dans le cadre de l'aide publique au développement ont trait essentiellement au relèvement des niveaux d'aide consentie, à l'endettement des pays du Tiers-Monde et aux mesures spéciales en faveur des pays les plus pauvres. Au chapitre du commerce, on discute surtout du problème des produits de base et de l'accès des produits fabriqués par les pays du Tiers-Monde aux marchés des pays développés. Dans le secteur monétaire, c'est le rôle de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International qui sont remis en question de même que l'ensemble du système monétaire international. Un autre domaine important est celui de l'industrialisation, des transferts de technologie et des pratiques d'affaires. Ici, les points cruciaux concernent le rôle des entreprises transnationales, l'accès aux ressources marines et l'amélioration de la capacité industrielle des pays du Tiers-Monde.

Enfin, les deux derniers secteurs inclus dans la discussion sont celui des affaires sociales et des aspects politiques et institutionnels. Dans le premier cas, on s'intéresse surtout à la question de l'emploi, de l'éducation et des services de santé. Dans le second, on aborde les problèmes ayant trait à la souveraineté économique des États, à la restructuration du système des Nations-Unies et à des phénomènes plus spécifiques comme celui de l'*apartheid*.

II - Le comportement

Quelle a été la réaction des pays industrialisés suite à la formulation de ces demandes ? Une réaction plutôt négative, comme nous allons le constater.

Sur le plan du discours tout d'abord, l'on a assisté, de la part de ces derniers, à des déclarations qui allaient de l'acceptation, parfois sympathique mais le plus souvent mitigée, à une opposition larvée et quelquefois même brutale⁴ face aux exigences tiers-mondistes.

Les interlocuteurs les plus sympathiques aux demandes du Tiers-Monde ont certainement été les pays scandinaves, la Suède et le Danemark en tête. La Communauté économique européenne, prise dans son ensemble, a tenu un discours apparenté à celui des pays scandinaves mais avec un caractère plus réservé sur certains points.

À l'opposé, la Suisse et la Grande-Bretagne ont exprimé un appui beaucoup plus mitigé aux demandes des gouvernements du Tiers-Monde tandis que ce sont les États-Unis, il fallait s'y attendre, qui ont manifesté les ouvertures les moins grandes. Tout au long des échanges, la position américaine a consisté à tenter de diminuer la portée des critiques formulées par le Tiers-Monde et a constamment établi un parallèle entre les réformes exigées au niveau international et les transformations internes jugées nécessaires par l'administration américaine.

Cela dit, cette double attitude sur le plan du discours se manifeste-t-elle aussi, comme l'on serait en droit de s'y attendre, au niveau des gestes concrets qui ont été posés ? Tout en reconnaissant qu'une période d'adaptation était nécessaire pour que les pays industrialisés puissent saisir et accepter la nature et la portée des changements qu'on leur demandait de faire, il faut bien convenir qu'une décennie constitue un laps de temps suffisant pour agir si tant est qu'on en avait l'intention. Quel bilan peut-on alors tracer à propos du comportement des pays développés suite à ces dix dernières années ?

Du côté des États-Unis le gouvernement américain a été l'un de ceux qui s'est le plus opposé à toute tentative d'action multilatérale de nature à modifier sensiblement les structures du système international existant. Son comportement sur le plan bilatéral n'a guère été plus

4. *Ibid.*, p. 189 ss.

positif, les États-Unis se contentant d'offrir certaines améliorations dans le domaine de l'aide bilatérale et de l'accès sur le marché américain à certains types de production en provenance des pays du Tiers-Monde.

Il aurait été illusoire de s'attendre à autre chose du gouvernement des États-Unis puisque, comme l'écrivent Laszlo et Kurtzman, les intérêts immédiats de l'économie américaine ne coïncident pas nécessairement avec les objectifs à long terme du nouvel ordre économique international.⁵ Qui plus est, l'ensemble des demandes en faveur d'un NOEI est perçu par la population américaine comme une remise en question des principes mêmes qui ont été à la base de la prospérité des États-Unis et, par conséquent, comme une menace à la position hégémonique de ce pays.⁶ Dans ces circonstances, il n'y a pas à s'étonner que l'attitude et le comportement du gouvernement américain aillent dans le sens du respect des principes du libre marché et de la libre entreprise que remet partiellement en question un NOEI dont la réalisation dépend, jusqu'à un certain point, de l'accroissement du rôle de l'État sur le plan des relations économiques.

S'il y a eu, par conséquent et comme on pouvait s'y attendre, adéquation entre le comportement et le discours américain, en a-t-il été ainsi des autres pays industrialisés et en particulier de ceux qui ont tenu un discours plus conciliant ?

Le cas de la CEE constitue à cet égard un bon exemple et les accords de Lomé peuvent servir de point d'ancrage pour illustrer le comportement des pays européens du point de vue de la coopération avec le Tiers-Monde.

La Convention de Lomé, on s'en souviendra, avait été présentée à l'origine comme la manifestation d'un nouveau type de relations de coopération et comme un modèle à suivre pour l'établissement de rapports futurs entre pays développés et pays du Tiers-Monde. Fondamentalement, l'accord devait remplir un triple rôle de police d'assurance pour les revenus d'exportation des ACP, d'instrument de développement industriel et de cadre pour l'évolution future de l'ensemble des rapports de coopération entre la CEE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique parties à la Convention.⁷

Or, de l'avis de la majorité des observateurs, la Convention de Lomé a été un échec à ces trois points de vue.⁸ Un échec, essentiellement, parce que Lomé I a été un arrangement entre partenaires inégaux et parce que les pays européens, négociant à partir d'une situation économique et politique de domination, n'ont pas pu ou n'ont pas voulu poser les gestes significatifs qu'aurait exigé l'adéquation de leur comportement au discours qu'ils tenaient dans le cadre du NOEI.

Lomé I constitue donc la meilleure illustration de ce que même ceux des pays développés qui ont tenu un discours plutôt favorable à l'égard des demandes formulées par les pays du Tiers-Monde n'ont pas, dans les faits, accordé le geste à la parole. Et tout indique que Lomé II ne modifiera pas substantiellement la situation existante.

Si la performance des pays occidentaux à économie de marché s'est révélée plutôt négative eu égard aux demandes formulées dans le cadre du NOEI, qu'en a-t-il été de celle de ces autres interlocuteurs qui refusent le plus souvent de participer aux négociations officielles mais que la majorité des pays du Tiers-Monde n'en considèrent pas moins comme pays du Centre au même titre que les premiers ?

5. Voir E. LASZLO, et J. KURTZMAN, eds., *The United States, Canada and the New International Economic Order*, New York, Pergamon Press, 1979, p. IX.

6. *Ibid.*, p. VIII.

7. Voir l'article de Réginald GREEN dans Long, *op. cit.*, pp. 9-12.

8. *Loc. cit.*

Parmi les pays dits socialistes de l'Europe de l'Est, puisque c'est à eux que l'on fait allusion, l'URSS vient en tête des préoccupations pour les raisons que l'on connaît.

Pour ce qui les concerne, les dirigeants soviétiques ont toujours adopté l'attitude traditionnelle consistant à imputer aux pays capitalistes développés les raisons de l'échec du développement dans les pays périphériques. C'est l'extension et le maintien du système capitaliste mondial qui est l'unique responsable du sous-développement dans le Tiers-Monde et, par conséquent, c'est aux pays occidentaux exclusivement, disent les dirigeants de Moscou, qu'il faut exiger les réformes en faveur d'un NOEI. Bien que favorables à la position des pays du Tiers-Monde, l'URSS et les pays d'Europe de l'Est n'ont pas à participer au dialogue Nord-Sud puisqu'ils ne sont en rien responsables de la détérioration de la situation dans la périphérie et que, par ailleurs, ils sont eux-mêmes victimes du système mis en place par des pays occidentaux.

Cela étant, la position de départ de l'URSS et des pays de l'Europe de l'Est a consisté à ne pas s'impliquer dans les négociations concernant l'établissement d'un NOEI bien qu'ils n'aient pu se permettre de refuser de participer au moins au débat dans le cadre des Nations-Unies à mesure que l'on se rendait compte que ce débat pourrait avoir des répercussions éventuelles sur l'ensemble des relations Nord-Sud et, par voie de conséquence, sur la situation économique et politique des pays de l'Est.⁹ Toutefois, la position officielle des pays dits socialistes consiste à réaffirmer la nécessité de travailler à un NOEI mais en dehors du cadre actuel du dialogue Nord-Sud par le biais d'échanges directs, bilatéraux ou multilatéraux, entre eux et les pays du Tiers-Monde.

Sur ce plan, il semble bien, cependant, que l'on aboutisse pas à des résultats très différents de ceux obtenus dans le cadre de la coopération entre les pays occidentaux et ceux du Tiers-Monde. L'analyse montre en effet que la présence soviétique dans les régions périphériques obéit encore le plus souvent à un calcul stratégique¹⁰, que l'URSS fait chèrement payer son aide sauf quelques exceptions, et qu'elle tend à utiliser le Tiers-Monde pour les propres avantages qu'elle tire de sa position semi-périphérique. Certains n'hésitent d'ailleurs pas à qualifier de sous-impérialisme la position actuelle de l'Union soviétique qui couvre le déficit de ses relations avec l'Ouest par un excédent de ses relations avec le Sud à qui Moscou vend des produits manufacturés classiques et de qui elle achète surtout des matières premières.¹¹

Quant aux autres pays d'Europe de l'Est, il faut bien convenir que le cadre de leurs relations avec l'URSS laisse peu de marge de manoeuvre pour ce qui est de leurs relations avec l'extérieur. Malgré tout, la coopération technique dans les domaines industriels et scientifiques de pays comme la Hongrie et la Yougoslavie, les entreprises conjointes avec les firmes étatiques et la nature de certains échanges commerciaux entre ces deux pays et certains pays sous-développés pourraient être de nature à tracer des voies intéressantes pour les échanges Nord-Sud à venir.¹²

Par conséquent, si l'on peut noter dans le discours des pays industrialisés certaines ouvertures face aux demandes formulées par les gouvernements du Tiers-Monde dans le cadre du NOEI, il reste que très peu de choses ont été réalisées en pratique. Il est peut-être

9. Voir DUNCAN, *op. cit.*, pp. 3-4.

10. *Ibid.*, 2^e partie, chap. 7 à 11.

11. Voir la contribution de Samir AMIN dans Amin, S. et alii, *La crise de l'Impérialisme*, Paris, Éditions de Minuit, 1975, pp. 33-35.

12. Voir E. LASZLO, et J. KURTZMAN, eds., *Eastern Europe and the New International Economic Order*, *op. cit.*, chap. 3 et 5.

encore trop tôt pour nous livrer à un constat global et définitif mais il n'en demeure pas moins que, jusqu'ici, les effets du NOEI semblent avoir eu une portée très limitée. Qu'en est-il du point de vue des pays du Tiers-Monde ?

III - Les résultats

S'il y a une région du Tiers-Monde qui devait tirer profit de la mise en place, même partielle du NOEI, c'est bien l'Amérique latine que l'ensemble des indicateurs économiques situent en une position intermédiaire entre les pays développés du Nord et les pays plus pauvres d'Afrique et d'Asie.

Or ce que l'on constate dans le cas de l'Amérique latine, c'est l'échec de presque toutes les stratégies mises sur pied dans le cadre du NOEI. En effet, tout ce que l'on a entrepris dans cette perspective et même tout ce que l'on a réalisé dans le cadre des stratégies internationales de développement depuis plus de vingt ans n'a pas modifié véritablement la nature des liens entre cette région et les pays du Centre. Globalement, l'Amérique latine demeure une région exportatrice de matières premières et importatrice de produits manufacturés. Et si l'on a pu noter un accroissement de la part des produits finis dans l'ensemble des exportations de certains pays latino-américains, c'est tout simplement que l'on inclut dans cette catégorie des biens assemblés mais non produits dans la région¹³.

C'est donc dire que des mécanismes comme le Système Généralisé de Préférence ou encore le Programme Intégré des Produits de Base n'ont donné à peu près aucun résultat positif pour les économies latino-américaines. Seule la participation de certains pays de la région à des regroupements de producteurs a pu rapporter quelques dividendes¹⁴, mais dans l'ensemble l'Amérique latine demeure, face aux pays industrialisés, dans une situation de dépendance extrême.

Si donc les propositions élaborées dans le cadre du NOEI n'ont généré aucune amélioration notable dans le cas d'une région comme l'Amérique latine, l'on peut penser, à juste titre, qu'il n'en aura pas été différemment pour les autres régions du Tiers-Monde¹⁵. Ce qui nous amène à poser la question des raisons de l'échec actuel du Nouvel Ordre Économique International.

IV - Les obstacles

Comment, en effet, expliquer l'impasse persistante du dialogue Nord-Sud ? Il y a bien évidemment tout un ensemble de facteurs spécifiques ou d'obstacles immédiats qui bloquent la réalisation des objectifs, même de portée limitée, qui ont été formulés dans le cadre du NOEI. L'on pense ici à cette conjonction particulière de facteurs internes et externes qui a agi comme frein à l'établissement de mécanismes favorisant, entre autres, une meilleure structure de flux financiers et de transferts de technologie, un cadre plus équitable pour les échanges

13. Voir A. ARANCIBA, et M. RIMEZ, « Latin American Foreign Trade and the New International Economic Order », dans J. LOZOYA, et J. ESTEVEZ, *op. cit.*, p. 78.

14. *Ibid.*, p. 55 ss.

15. On comprendra qu'il ne s'agit pas ici de faire du NOEI le seul facteur explicatif de la persistance de la dépendance. Les limites tracées par le sujet de ce texte nous obligent à ne pas prendre en considération d'autres éléments significatifs comme par exemple les faiblesses des stratégies nationales de développement.

internationaux, un partage plus juste des ressources de la mer et de la production alimentaire, etc...¹⁶

Mais c'est là une explication de premier niveau qui ne nous mène pas aux raisons fondamentales de l'échec actuel. Ces facteurs, ~~plus généraux et plus névralgiques~~ pour l'explication, tiennent tout d'abord à la perception totalement différente qu'ont les acteurs impliqués dans le NOEI¹⁷. À une perception de transformation radicale de la structure économique internationale existante chez les uns s'oppose en effet, chez les autres, une conception qui s'apparente plutôt à un réaménagement de la situation actuelle plus qu'à autre chose. Cette opposition n'est pas que Nord-Sud. Elle coexiste aussi à l'intérieur des régions périphériques¹⁸ et constitue un facteur non négligeable dans l'explication des difficultés qu'ont les pays du Tiers-Monde à manifester un front commun dans leurs revendications face aux pays développés.

Et puis, il y a l'état de faiblesse généralisée à partir de laquelle les pays sous-développés abordent les négociations en vue d'un NOEI. Souffrant de carences évidentes en termes de ressources à la fois humaines et matérielles, ces pays sont perçus, par leurs interlocuteurs, comme n'ayant à peu près aucun pouvoir de négociation. À tort ou à raison, la majorité des dirigeants des pays développés se considèrent par conséquent dans une position de force qui les amène à envisager leur participation au NOEI ou bien comme une concession gratuite de leur part ou encore, pour les plus perspicaces, comme une façon de lâcher du lest sur l'accessoire afin de préserver l'essentiel.

IV - Perspectives d'avenir

La situation étant ce qu'elle est, vers quel futur s'oriente le NOEI ? Pour certains, il est toujours temps de sauver l'essentiel. Quelques-uns parmi ceux-là avancent des propositions spécifiques de nature à contourner les obstacles qui nuisent à la progression du dialogue Nord-Sud¹⁹. D'autres insistent plutôt sur des éléments généraux comme l'unité nécessaire des pays du Tiers-Monde, la création d'un contre-pouvoir et le renforcement de la capacité de négociation des pays sous-développés tandis que les plus optimistes vont jusqu'à exiger la mise en place d'un nouveau Plan Marshall à l'échelle de la planète cette fois²⁰.

Les plus sceptiques, par contre, jugent sévèrement le NOEI. Pour eux, le dialogue Nord-Sud est un échec sur tous les points et le récent constat de faillite du programme d'action en faveur des PMA (pays les moins avancés)²¹ ne fait que renforcer leur jugement. La stratégie de redéploiement des grands monopoles transnationaux, soutenue par des organismes comme la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International, continuera à assurer la domination des pays capitalistes du Centre et ceci avec la collaboration des élites locales du Tiers-Monde trop heureuses d'assurer ainsi le maintien de leurs privilèges²². Dans cette perspective, autant le NOEI que les stratégies de développement autocentré et de développement collectif autocentré sont condamnés à la stagnation à moins d'orienter le développement

16. Voir à ce sujet LASZLO et alii, *The Obstacles to the New International Economic Order*, op. cit.

17. *Ibid.*, p. XXIII.

18. Voir LASZLO et KURTZMAN, *The Structure of the World Economy and Prospects for a New International Economic Order*, op. cit., chap. 1 et 2.

19. Voir HAQ, op. cit., parties 2, 3 et 5.

20. *Ibid.*, parties 1 et 6.

21. *Le Monde*, Sélection Hebdomadaire, 27 août-2 septembre 1981, p. 6.

22. Voir, à titre d'exemple, S., AMIN, « Collective Self-Reliance or National Liberation », dans HAQ, op. cit., pp. 157 ss.

dans le sens d'une certaine forme d'autarcie provisoire et d'opérer les changements qui s'imposent sur le plan des relations internes de production.

V - Conclusion

L'on est donc en mesure de le constater, les ouvrages qui font l'objet de cette étude fournissent, malgré le caractère descriptif de la plupart d'entre eux, suffisamment d'éléments pour juger de l'état actuel et à venir du NOEI.

Ce que l'on remarque, suite à la lecture des textes, c'est qu'à peu près tous les auteurs reconnaissent que le dialogue Nord-Sud s'est engagé dans une impasse et que le NOEI a peu de chances de voir le jour à court ou à moyen terme. C'est l'impasse parce que l'on ne conçoit pas le NOEI de la même façon et parce que, par conséquent, on y propose des solutions tout à fait à l'opposé les unes des autres.

Ce que l'on remarque ensuite, c'est que le nouvel ordre, si nouvel ordre il doit y avoir, ne sera pas qu'économique. Il se traduira par des transformations profondes, entre autres domaines, dans le champ de la culture et de l'information ainsi que dans le domaine du droit international public dont la Conférence sur le Droit de la Mer n'est que la première véritable manifestation. Pour le dire en un mot, le nouvel ordre sera global²³... ou il ne sera pas.

Enfin, ces textes nous montrent que le NOEI n'est qu'un élément d'une stratégie générale de changement social à l'échelle mondiale. Il ne contribuera à un « autre développement » que s'il est accompagné, sur le plan interne, de transformations structurelles profondes qui permettront aux différentes sociétés, autant celles du Nord que celles du Sud, de produire, enfin, en fonction de leurs besoins et de leurs ressources propres.

23. Sur ce sujet, voir en particulier l'article de Jacques FREYMOND dans les *Annales d'Études Internationales*, vol. 9, 1978, pp. 75-87.